

Communiqué de presse

Zurich/Genève, le 25 juin 2020

Enquête de Deloitte auprès des CFO : la reprise est attendue un an après le confinement

Au début de la [crise du coronavirus](#), les entreprises suisses tablaient encore sur une reprise rapide. Ces espoirs se sont à présent envolés, comme le révèle l'enquête actuelle de Deloitte Suisse auprès des CFO. Plus des trois quarts des directeurs financiers interrogés s'attendent à une récession durable. Selon la majorité des CFO, le chiffre d'affaires des entreprises retrouveront leur niveau d'avant la crise au plus tôt au premier trimestre 2021. Ils estiment également qu'une deuxième vague de la pandémie frapperait durement les entreprises, signant l'arrêt de mort de plus des deux tiers d'entre elles. Les entreprises peuvent tirer parti de l'élan généré par le caractère extraordinaire de la situation et les aides publiques pour renouer rapidement avec la croissance. Les gains d'efficacité et la baisse des coûts ne suffisent pas, elles doivent renforcer durablement leur résilience.

Les directeurs financiers suisses connaissent une période difficile. Lors de notre [dernière enquête en mars](#), lorsque le confinement progressif a été décrété, les deux tiers (67%) tablaient déjà sur des perspectives moroses pour leurs entreprises. Trois mois plus tard, celles-ci demeurent sombres (65%). Rien d'étonnant, dès lors, que les 87 CFO de grandes et de moyennes entreprises interrogées lors de la première moitié du mois de juin aient largement enterré leurs espoirs d'une reprise rapide. Moins d'un quart (21%) y croit encore. La majorité (55%) s'attend à une récession durable, 17% voient déjà une deuxième récession se profiler et 7% tablent même sur une faiblesse structurelle prolongée de la croissance. En outre, quasiment les quatre cinquièmes (78%) des entreprises ont revu leurs prévisions de chiffre d'affaires à la baisse en raison de la crise du coronavirus.

La gravité de l'impact n'a rien de surprenant car contrairement aux crises économiques précédentes, la quasi-totalité des entreprises en Suisse sont concernées. « L'économie exportatrice est particulièrement touchée par la pandémie mondiale elle-même et par les mesures de lutte contre la propagation du virus mises en place à l'échelle mondiale : les usines sont à l'arrêt, les voies de transport sont interrompues, les livraisons sont annulées. De plus, les entreprises orientées vers le marché intérieur, dont de nombreuses PME, continuent, elles aussi, de souffrir des conséquences du confinement. Néanmoins, du fait de sa solidité en matière de politique financière, des mesures de politique économique et du coup d'arrêt actuel porté à la propagation du virus, la Suisse est moins durement touchée que d'autres pays », explique Michael Grampp, économiste en chef Deloitte Suisse.

Crainte d'un recul de la mondialisation

La grande majorité des directeurs financiers tablent sur de nouveaux risques subséquents au coronavirus. Plus des trois quarts (76%) craignent que les pays se replient sur eux-mêmes en mettant des barrières douanières en place. En revanche, ils n'émettent pas d'inquiétude concernant la libre circulation des personnes : ils ne sont que 5% à tabler sur une fin des accords de Schengen. Quasiment les trois quarts (71%) des personnes interrogées partent du principe que la mondialisation est en recul et que les entreprises vont revenir à une stratégie de proximité, suivant le phénomène de « glocalisation ».

« Dans le commerce international, la situation sera nettement plus difficile et pour de nombreux directeurs financiers, la coordination « just in time » entre la sous-traitance, le processus de production et le traitement des commandes pourrait devenir un vrai problème. Les entreprises doivent donc renforcer la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement internationales, élaborer des stratégies d'implantation alternatives pour les sous-traitants et flexibiliser les sites de production », explique Jean-François Lagassé, associé et responsable du secteur des services financiers.

Impréparation face à une deuxième vague

Une deuxième vague est un risque réaliste avec des conséquences probablement considérables : plus des deux tiers (69%) des CFO interrogés tablent sur une deuxième vague et moins d'un tiers (28%) estiment pouvoir s'en sortir si un nouveau confinement était décrété. Par conséquent, les entreprises mettent tout en œuvre pour surmonter la crise. L'écrasante majorité (84%) a ainsi recours en premier lieu à des mesures d'économie faciles à mettre en œuvre dans le domaine des voyages, des événements ou du marketing. La moitié engage également des mesures de réduction des coûts de grande ampleur telles que le gel des projets en cours. Plus d'un tiers (38%) envisage le report d'investissements nécessaires à long terme.

Plus des deux tiers (71%) des entreprises ont recours, en raison de la crise du coronavirus, à des formes de travail alternatives telles que le télétravail ou la flexibilisation de leurs règles en matière de temps de travail. En revanche, 3% seulement des entreprises indiquent employer de la main-d'œuvre externe, payée à la prestation. En outre, plus d'un quart (27%) des entreprises réfléchissent déjà à la surface de bureaux dont elles auront besoin à l'avenir compte tenu de l'augmentation du recours à des formes de travail alternatives et aux règles relatives au télétravail. « Le marché de l'immobilier de bureau va au-devant de grands bouleversements. Les collaborateurs passant moins de temps dans les bureaux, le besoin en surface va diminuer, ce qui représente un potentiel d'économie supplémentaire pour les entreprises. En même temps, les exigences à l'égard de l'infrastructure informatique, de la cybersécurité et de la gestion d'équipes vont croître », explique Michael Grampp.

Dépasser rapidement la crise

« Les stratégies de sortie de crise mises en œuvre par les entreprises en Suisse montrent clairement qu'elles sont encore en état de gestation. Les mesures prises à court terme ne seront probablement pas suffisantes pour assurer la pérennité et le succès des entreprises à long terme. Les entreprises doivent tirer parti de l'élan généré par le caractère extraordinaire de la situation pour revoir leur modèle d'affaires et des aides publiques pour renouer, dès que possible, avec la croissance. Dans cet objectif, elles ne doivent pas se focaliser uniquement sur l'efficacité et les coûts, mais elles doivent capitaliser sur la situation actuelle pour renforcer durablement leur résilience sur les thèmes centraux pour le futur », indique Jean-François Lagassé.

Contact : Jean-François Lagassé
Titre : Associé et responsable du secteur des services financiers
Tél : +41 58 279 81 70
E-mail : jlagasse@deloitte.ch

Contact : Dr. Michael Grampp
Titre : Économiste en chef
Tél : +41 58 279 68 17
E-mail : mgrampp@deloitte.ch

Contact : Michael Wiget
Titre : Responsable des relations publiques
Tél. : +41 58 279 70 50
E-mail : mwiget@deloitte.ch

À propos de l'enquête de Deloitte auprès des CFO

Le sondage auprès de directeurs et responsables financiers de grandes entreprises a pour but de recueillir des estimations en matière de perspectives économiques, de financement, de stratégie et de risques, ainsi que d'identifier les tendances et principaux changements au sein des entreprises suisses. Organisée chaque semestre depuis l'automne 2009, l'enquête auprès des CFO est unique en son genre en Suisse. La 39^e édition de l'enquête est une édition spéciale sur la crise du coronavirus qui a été réalisée du 4 au 18 juin 2020. Au total, 87 CFO y ont pris part. Les participants représentent des sociétés cotées en bourse, ainsi que des entreprises privées, issues de toutes les grandes industries de l'économie suisse. L'intégralité des résultats de l'[Enquête Deloitte auprès des CFO](#) est disponible en ligne.

Comment le COVID-19 influence notre vie quotidienne, aujourd'hui et demain : [L'enquête de Deloitte](#)

Deloitte a réalisé entre le 10 et le 15 avril une enquête représentative en termes d'âge, de genre et de région auprès de 1'500 personnes vivant en Suisse et en âge de travailler (entre 16 et 64 ans). Parmi les personnes interrogées, plus de 1'000 étaient employées et 180 établies à leur compte.

Rendez-vous sur notre site Web suisse pour savoir [comment les organisations peuvent résister à la crise du coronavirus](#).

Notre [tableau de données COVID-19](#) montre comment l'économie suisse se redresse. Vous y trouverez des chiffres actualisés en permanence.

Deloitte Suisse

Deloitte compte parmi les principales sociétés suisses fournissant des services professionnels dans les domaines Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. Avec plus de 2'000 collaborateurs répartis dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte Suisse est une filiale de Deloitte North South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'). Les sociétés affiliées de DTTL sont représentées dans plus de 150 pays, et comptent environ 310'000 collaborateurs.

Note aux rédacteurs

Dans le présent communiqué de presse, la désignation Deloitte fait référence à une ou plusieurs sociétés membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/fr/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de DTTL. Deloitte NSE LLP et DTTL, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).



© 2020 Deloitte SA. Tous droits réservés.